

Le Mythe Roosevelt

John T. Flynn

1948

Traduction française : 2021 par l'équipe du Saker francophone.

Version : 2022-04-22 <https://lesakerfrancophone.fr>

Version anglaise : The Roosevelt Myth



Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution — Pas d'Utilisation Commerciale — Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

Table des matières

1	L'épreuve — et l'erreur	8
1.1	Le <i>New Dealer</i> s'installe sur le pont	8
1.2	Les cent jours	14
1.3	La crise bancaire	19
1.4	Le nouveau <i>New Deal</i>	32
1.5	Les lapins retournent dans le chapeau	39
1.6	La danse des fêlés	56
1.7	Un ennemi est accueilli	68
1.8	À cheval sur le lapin blanc	74
2	Confusion	82
2.1	L'approche du Boom étasunien	82
2.2	La guerre contre les tribunaux	88
2.3	La dépression oubliée	95
2.4	Harry le Sauter et les joyeux Hot Dogs	107
2.5	La danse des philosophes	123
	2.5.1 Les planificateurs	123
	2.5.2 Les dépensiers	131
2.6	Nuages de guerre	136
2.7	Le troisième mandat	144
2.8	Les troupes de choc du troisième New Deal	150
	2.8.1 Les patrons vertueux	151
	2.8.2 Sidney Hillman	157
	2.8.3 Minorités raciales et religieuses	164
	2.8.4 Les salariés	165
2.9	Roosevelt rompt avec le passé	166
2.10	Henry Wallace	182
3	Trahison	189
3.1	Un nouveau spectacle commence	189
3.2	La Maison-Blanche se lance en affaires	190
3.3	Quel genre d'homme ?	210
3.4	Vers le précipice	234
3.5	La Charte Atlantique	243

3.6	Le rêve d'un bricoleur	246
3.7	Les années les plus heureuses de leur vie	251
3.8	La police de la pensée	262
3.9	Les Grandes Conférences	271
3.9.1	Une décision capitale	273
3.9.2	Le grand dessein de Roosevelt et Casablanca	275
3.9.3	Québec : la troisième conférence	280
3.9.4	Le grand triomphe de Hull à Moscou	281
3.9.5	Le Caire et Téhéran	286
	Retour au Caire	296
3.10	Politique, affliction et histoire	299
3.11	Comment fut scellé le destin de l'Allemagne	312
3.12	On déchire la Charte Atlantique	315
3.13	La trahison finale	317
3.14	La mort du président	325
3.15	Le mythe Roosevelt	339
Annexe — liste de bureaux instaurés par le <i>New Deal</i>		344
Bibliographie		347

Table des illustrations

1.1	Civilian Conservation Corps	16
2.1	Works Progress Administration	112
2.2	Henry Wallace	183
3.1	James Roosevelt	194
3.2	Leon Henderson	253
3.3	Affiche de l'OPA	254
3.4	Life of Franklin Roosevelt	264
3.5	Franklin Roosevelt et Getulio Vargas	280
3.6	Hull, Molotov et Eden à la conférence de Moscou, 1943	282
3.7	Roosevelt et le général Clark en Sicile	297
3.8	Le discours par lequel Roosevelt « <i>accepta</i> » sa quatrième nomination	311

Avant-propos

Ce livre n'est en aucun cas une biographie de Franklin D. Roosevelt. Il s'agit plutôt d'un récit critique de l'épisode de la politique étasunienne connue sous le nom de New Deal. Pour ce qui concerne le président, il s'agit d'un récit de l'image projetée dans l'esprit collectif, qui en vint à être connue comme Franklin D. Roosevelt. L'auteur a pour conviction que cette image ne correspondait pas du tout à l'homme en question, et qu'il est temps désormais de corriger les déviances de cette figure synthétique créée par une propagande très bien conçue, aidée par une illusion massive et finalement agrandie et entretenue au-delà du raisonnable par les perturbations morales et mentales causées par la guerre. Par conséquent, l'objet de ce livre est de présenter le Franklin D. Roosevelt des années 1932 à 1945 selon ses dimensions normales, réduites en taille pour correspondre à la réalité.

La guerre a provoqué des ravages dans le récit historique après 1940. Non seulement un lourd rideau de secret est-il descendu sur les interprètes lors du drame de la guerre, mais leurs portraits et leurs actions nous ont été présentés au travers des films, des émissions radio et des articles de presse auréolés d'un prestige héroïque, dans le cadre de la promotion qui était faite en vue de vendre les combattants, les hommes d'État et la guerre au peuple. Leurs bévues et leurs querelles ont été gommées du tableau. Seuls les traits éclatants ont été représentés. Le citoyen peu informé les a vus comme des êtres exaltés, se mouvant dans la gloire sur la vaste scène de la guerre, prononçant des appels éloquents à la nation, défiant l'ennemi par des paroles enflammées, avançant à grand pas décidés comme des héros, et s'exprimant comme des dieux.

Le moment est venu où les costumes, les maquillages, les décors colorés en carton-pâte, les projecteurs de couleur et les autres artifices de la scène devraient être remisés et, dans l'intérêt de la vérité, les faits concrets quant à la pièce et aux acteurs devraient être révélés au peuple.

Une bibliothèque de 6 mètres de long remplie de livres est apparue, glorifiant la personnalité et la carrière de Franklin D. Roosevelt. En outre, un grand nombre d'hommes et de femmes qui furent associés à ses administrations ont publié leurs propres versions de plusieurs épisodes de ces administrations. Et si celles-ci contiennent certaines critiques à la marge, l'effet principal de tous ces livres est de nourrir la légende du conquérant et du rénovateur du monde. Curieusement, seuls deux ou trois ouvrages critiques

sont apparus, et ceux-là ne touchent qu'à des facettes spécifiques de l'ensemble de l'histoire. Il m'a semblé qu'il y avait de la place pour au moins un livre critique couvrant l'ensemble de la période des mandats de Roosevelt à la fonction de président.

J'ai choisi de ne pas évoquer de nombreux aspects de ce récit, parce qu'ils ne sont pas prouvables, ou, pour ceux qui le sont, restent du domaine de l'incroyable, ou relèvent d'un domaine de l'écriture pour lequel je n'ai ni affinité ni expérience. J'ai omis tout récit de l'âpre lutte qui a suivi notre entrée en guerre ou toute tentative de déterminer si nous aurions ou n'aurions pas dû entrer en guerre. Il s'agit d'une autre histoire, qui devra être racontée un autre jour¹. De même, aucun récit de la conduite militaire de la guerre ne sera évoqué en ces pages. Les faits à ce sujet sont plus obscurs encore que les faits politiques, et doivent attendre la publication d'un grand nombre de documents restant à ce jour scellés sous clé. Pour autant, j'ai essayé, en m'appuyant sur le témoignage des principaux acteurs, sur les performances diplomatiques quant à cet échec choquant et pathétique au cours de la guerre et après celle-ci, d'élucider la situation. Et j'ai intégré un récit de l'incroyable gabegie qui pilota notre vie économique nationale au cours de la guerre.

Je me suis strictement limité aux faits. Un critique pourra réfuter mon interprétation de ces faits, mais il ne sera pas en mesure de contredire ces derniers. J'ai introduit dans le texte des références numérotées à mes sources, qui apparaissent à la fin de l'ouvrage². Les faits sont tirés des archives et rapports officiels, des témoignages donnés lors des enquêtes du Congrès, des rapports des journalistes responsables et d'un grand nombre d'ouvrages écrits par des hommes qui furent des acteurs sur ces scènes. Au cours de deux dernières années, diverses personnes ayant collaboré étroitement avec Roosevelt et ses administrations ont écrit leurs autobiographies. Parmi celles-ci, on compte celles de cinq membres du cabinet — Cordell Hull, James A. Farley, Frances Perkins, Henry L. Stimson et Henry Morgenthau Jr, ce dernier ayant publié dans *Collier's* plusieurs pages de son journal privé ; Edward J. Flynn, qui s'est occupé de la campagne pour le troisième mandat de Roosevelt, qui était connu comme « *Assistant du président* » ; Raymond Moley, le premier conseiller privé de Roosevelt ; Charles Michaelson, l'homme des relations publiques pour le comité démocrate ; l'amiral Ross R. McIntire, médecin personnel de Roosevelt ; Michael Reilly, le chef de sa protection assurée par les services secrets, et de nombreux autres qui ont soit écrit des livres évoquant leurs souvenirs, ou des articles dans des magazines ayant trait à certains épisodes particuliers. Les rapports officiels du général Marshall et du général Eisenhower ont été publiés, et d'autres militaires ont produit des mémoires ou des journaux personnels, comme les généraux George Patton, Joseph Stilwell, Claire Chennault, le capitaine Harry Butcher, dont le très prolixe journal personnel écrit au cours de ses trois années avec Eisenhower constitue une contribution historique inestimable, et le major-général John

1. Le lecteur qui s'y intéresse pourra consulter l'excellent ouvrage de Harry Barnes, *La Guerre Perpétuelle pour une Paix Perpétuelle*, NdT

2. Notre traduction les fait apparaître au fil du texte, en bas de page, NdT

R. Deane, qui dirigea notre mission militaire à Moscou durant la guerre. D'autres encore, comme Arthur Bliss Lane, ancien ambassadeur des États-Unis en Pologne, Jan Ciechanowski, ancien ambassadeur de Pologne aux États-Unis, l'ancien premier ministre polonais Mikolajczyk et d'autres ont produit des récits détaillés de traits particuliers des événements dont ils furent particulièrement familiers. En outre, un grand nombre de biographies inspirées de Roosevelt, écrites par des admirateurs et adorateurs inconditionnels sont apparues, dont certaines contiennent des éléments précieux en provenance directe de Roosevelt ou de sa famille. Et, bien entendu, la famille a été à la fois auteur et sujet d'un grand nombre de livres. Des éléments authentiques ont émergé d'une grande variété de sources — des articles de journaux et magazines étasuniens. Jusqu'à ce jour, nul n'avait entrepris d'assembler cette riche collection de données éparpillées pour produire un récit continu et intégré. Chacun des hommes ou des femmes qui ont écrit leur propre histoire, ou qui ont éclairé quelque petite facette du champ d'action élargi ont porté à la lumière quelque partie manquante du récit général de cette période. Comme les nombreuses pièces d'un puzzle, chacun contribue à distinguer le tableau complet. Ainsi, les mémoires de Stimson, Hull, Deane, Byrnes, Farley sont intéressants en soi, mais les événements qu'ils décrivent ne sont pleinement révélés que lorsque le témoignage de chacun d'eux est passé au crible et apporté à un récit intégré. J'ai examiné chaque extrait de ces éléments au sein de leurs travaux, ainsi que de grands nombres d'articles de journaux, magazines et rapports officiels de l'époque. J'ai essayé d'assembler la multitude de petites pièces de vérité, et ai ainsi pu constituer un récit raisonnablement exact de cette période.

Outre ceci, qu'il me soit permis d'évoquer qu'au cours des administrations de Franklin D. Roosevelt, j'ai été un journaliste actif, et par ce fait très informé des événements décrits au sein de ce volume. La plupart du temps, j'écrivais une colonne quotidienne qui paraissait dans un grand nombre de journaux étasuniens, une colonne hebdomadaire dans un magazine d'opinion étasunien, et j'ai produit des articles par centaines dans de nombreux magazines nationaux sur ces événements. Ce travail m'a permis d'approcher ce niveau des affaires et à une proximité étroite avec les principaux acteurs des deux côtés. Par conséquent, ce sont jusqu'aux plus détaillés des points de ce récit qui relèvent également de mes propres recherches et observations, menées à l'époque où les événements décrits se sont produits.

Bayside, L. I. juillet 1948 John T. Flynn

Chapitre 1

L'épreuve — et l'erreur

1.1 Le *New Dealer* s'installe sur le pont

Au matin du samedi 4 mars 1933, alors que le soleil pointait paresseusement à travers les nuages gris poussés par les vents glacials de la fin de l'hiver, Washington ressemblait à une ville assiégée. De partout, des hauts dirigeants s'employaient à préparer leurs affaires, prêts à partir, alors que les légions du *Grand Old Party*, qui avaient occupé la ville depuis de nombreuses années, s'apprêtaient à l'évacuer. Toute la nuit durant, de toutes les régions, par voiture, bus, train et par avion, les heureux élus membres du parti démocrate conquérant avaient commencé à investir la ville, hâtifs de reprendre le flambeau après de très nombreuses années à dépérir dans les étendues sauvages.

À la Maison-Blanche, le président Hoover, un homme usé et fatigué, épuisé par de longues nuits de vigie sans sommeil alors qu'il luttait pour retenir la marée de la crise bondissante, était à son bureau dès les premières heures pour s'acquitter des dernières mornes tâches qui lui restaient avant d'abandonner sa charge insupportable et de livrer la capitale aux mains de son successeur gai et riant, déjà positionné à quelques centaines de mètres, au Mayflower-Hotel.

En milieu de matinée, Franklin D. Roosevelt, avec son épouse, sa mère et de nombreux autres Roosevelt — enfants, oncles et tantes et cousins jusqu'au quatrième degré de parenté, sortirent de leur suite du Mayflower pour se rendre à l'église épiscopale St John, où le Dr. Endicott Peabody, l'ancien directeur de Roosevelt à la Groton School, allait invoquer la bénédiction du Seigneur sur « *Franklin, Votre serviteur* ». Tous les nouveaux membres du cabinet y étaient également présents, pour remercier le Seigneur qui avait exaucé leurs propres prières de manière aussi favorable.

Une fois close la cérémonie, M. Roosevelt, son épouse, sa mère et son fils aîné, James, se rendirent rapidement à bord d'une voiture présidentielle à la Maison-Blanche. Bien qu'humides, les rues étaient noires de monde, de fanfares, de détachements de fidèles et de soldats de la garde nationale. La

grande fonction de l'investiture — les importants pouvoirs du gouvernement passant d'une paire de mains à une autre sans bouleversement ni résistance — se déroula selon son rituel traditionnel. À la Maison-Blanche, la famille sortit du véhicule et pénétra dans la demeure pour une longue titularisation. Roosevelt resta dans la voiture, et le président Hoover l'y rejoignit. L'automobile, avec ses occupants aux chapeaux de soie, passa les portes de la Maison-Blanche et, étroitement protégée par les hommes des services secrets et de soldats à cheval, se dirigea vers le Capitole.

Les rues se remplissaient encore, malgré le crachin intempestif, des gens s'agglutinant derrière les câbles délimitant les trottoirs pour se placer en première ligne lorsque la parade passerait par la suite, d'autres se dirigeant en hâte vers la zone du Capitole pour assister à la cérémonie d'investiture. On comptait un demi-million de personnes dans les rues, dont cent mille rassemblées autour de la scène édifiée devant le Capitole. Il s'agissait de la plus importante foule jamais assemblée pour une investiture.

Partout dans le pays, les foules étaient en état de perplexité, et par endroits, de désespoir, car la grande crise économique allait vers son apogée tonitruant. Les tons et les couleurs du drame étaient partout. Voici qu'arrivait un authentique héros. Il y avait un méchant — tout un troupeau de méchants, les banquiers et les gros hommes d'affaires. Les incidents du drame étaient également tous proches. Une semaine auparavant à peine, la balle tirée par l'arme d'un assassin avait raté Roosevelt de peu. Elle avait atteint Anton Cermak, le maire bohémien et le patron de Chicago, qui s'était opposé avec Al Smith à la nomination de Roosevelt. Certains disaient que c'était la main de Dieu. Cermak s'était rendu à Miami pour rencontrer Roosevelt à son arrivée d'une croisière à bord du yacht de Vincent Astor, le *Nourmahal*, une semaine avant son investiture. Miami grouillait de chercheurs d'emplois dans les administrations démocrates, et Cermak s'y trouvait pour faire la paix avec Roosevelt. Au lieu de cela, il reçut la balle destinée à ce dernier, et mourut quelques jours plus tard. S'il s'était prononcé pour Roosevelt dès le départ, affirmèrent les Démocrates pieux qui croient que la Providence joue en faveur de la politique de leur parti, il n'aurait pas eu besoin de se rendre à Miami, et serait resté en vie. Par la suite, le train de Roosevelt partit de New York pour Washington, le transportant, lui et sa famille, l'information lui fut communiquée qu'à bord d'un autre train transportant le sénateur Thomas J. Walsh, âgé de 65 ans, ainsi que son épouse depuis deux jours, le vieux jeune marié tomba raide mort dans son compartiment couchette. Il se rendait à la capitale pour y être nommé procureur général.

Chaque heure amenait des informations sur des fermetures de banques — du Texas, d'Arizona, d'Oregon, de l'État de Washington, du Wisconsin — portant à 24 le nombre d'États qui avaient fermé leurs banques. Au cours de la nuit précédente, l'information était parvenue que les banques de New York et de Chicago ne pourraient pas tenir une journée de plus. Le gouverneur Lehman, au cours des petites heures de la matinée, avait ordonné la fermeture des banques de New York. Dans les villes du pays tout entier, les foules s'assemblaient devant les banques aux rideaux fermés, et contem-

plaient sombrement leurs façades.

Les agriculteurs étaient en état de révolte. Ils avaient intimidé les juges, se débarrassant de camions de blés renversés dans les fossés. Dans de nombreuses usines, les fourneaux étaient éteints. Des millions d'hommes étaient au chômage. De tout le pays, les gens se tournaient vers Washington pour voir ce que le bel et souriant nouveau président allait faire pour endiguer la marée de ce désastre.

La paralysie économique s'installait partout. Chacun ou presque connaissait l'identité du grand méchant responsable de cette catastrophe. Il était là, assis dans cette voiture à côté de l'homme qui s'empressait vers le Capitole pour prendre sa place. On l'avait sifflé dans les gares. Des livres calomnieux avaient été écrits sur sa vie. On avait empilé les malédictions sur sa tête. Et voici qu'il était sur la voie de sortie finale, auréolé de la joie de ses ennemis et détracteurs. La plupart de ses adjoints et subalternes étaient partis, ou attendaient de passer le relai à leur successeur. À leur place arrivait la procession des capitaines vertueux du *New Deal* — Frankfurter, Hull, Henry Wallace et Henry Morgenthau, Moley et Tugwell, Sam Rosenman, Berle, Harry Hopkins et Eleanor Roosevelt, et de nombreux autres dont les noms allaient bientôt résonner familièrement aux oreilles de la nation.

Le salut était dans l'air. Les annulations également. Deux semaines auparavant, un Congrès aux allures de canard boiteux avait fait la culbute, et voté les amendements à la Constitution mettant fin à la Prohibition. On fabriquait l'alcool que l'on pouvait avec du jus de pomme, du gin de mauvaise qualité et de la gnôle de prohibition. « *De la bière pour Pâques* », criait-on. Quarante-et-une législatures étaient en session, attendant avec impatience l'opportunité d'approuver l'amendement sur la distribution d'alcool, et de lever des taxes sur les bières et liqueurs afin de sauver leurs Trésors vides. Les anciens partisans de la prohibition paraissaient austères, mais restaient pugnaces. « *Pas de reddition ! Pas de retraite ! Pas d'annulation !* », marmonnaient-ils. Mais les vents leur étaient contraires. Les États-Unis en finissaient avec la Prohibition. Ils allaient bientôt mettre fin à la « *loi de Dieu* ». Les buvettes seraient de retour sous peu — et pleines de femmes et d'enfants. Un appétit plus puissant était aiguisé. Le pays, les États, les localités avaient besoin d'argent — quelque chose sur lequel prélever des taxes. Et les alcools constituaient la cible la plus riche. « *Les recettes* », affirma un commentateur, « *ont déverrouillé les portes de Gambrinus et de son nectar mousseux.* »

Ici et là, dans les vastes foules, on trouvait des hommes solennels qui murmuraient le mot « *révolution* ». Mais il ne s'agissait pas d'une révolution. La multitude des visiteurs entrés à Washington ne désirait pas de révolution. Ce qu'ils voulaient était dans les mains de Jim Farley, et il était déjà là, fronçant le sourcil en pensant au problème. Les légions démocrates se hâtaient vers Washington pour sauver la nation avec ce sens du dévouement joyeux qui est celui de pompiers volontaires de la vieille école s'empressant d'aller éteindre l'incendie déclaré dans un saloon. Mais le pauvre Jim était confronté au problème d'assigner 125 000 emplois à 1 250 000 loyaux hommes

du parti. Chacun d'eux avait reçu des lettres de Jim, signées de son célèbre paraphe à l'encre verte. Mais il semblait que seulement un dixième de ces fidèles allait recevoir un emploi, et les neuf autres devraient se contenter de relire leurs lettres.

Comme Roosevelt progressait vers le Capitole aux côtés du président Hoover, son visage était envahi de sourires. L'un de ses biographes amicaux affirme qu'il fut le plus heureux de tous les hommes au cœur de cette foule immense. La famille connaissait également les sentiments les plus joyeux. Et, comme à l'accoutumée, l'intérêt, partout, était passionné quant aux proches du président. Sa famille immédiate semblait avoir rapidement séduit le cœur du peuple. Quelque chose qu'ils aimaient était en train d'arriver. Voici qu'arrivait une ancienne famille aristocrate raffinée, fondée sur une longue tradition de service patriote, élevée selon les standards les plus raffinés de la vie domestique étasunienne — le père rayonnant et héroïque qui avait surpassé le plus terrible des handicaps physiques, l'épouse dévouée et religieuse, mère de beaux, robustes et honnêtes garçons, amenant grâce et dignité dans la maison du chef suprême de la nation.

Au Capitole, Hoover, qui était encore président, se rendit sur le champ dans le bureau du président, jouxtant le côté républicain de la chambre du Sénat, pour signer les lois de dernière minute adoptées par le Congrès qui était en session. Roosevelt, qui restait encore un simple citoyen, descendit du véhicule au pied des escaliers de l'entrée principale du Capitole, totalement hors de vue des foules. Il avait fallu le transporter en fauteuil roulant, mais le grand public ne put jamais le voir ainsi. Deux rampes d'accès avaient été construites vers l'entrée, et il progressa en les suivant vers le bureau des sergents en arme du Sénat. De là, un passage en bois temporaire avait été édifié à une faible distance de la plateforme jouxtant le portique du Capitole duquel il allait s'exprimer. À environ 10 mètres de sa destination, il sortit de son fauteuil, ses béquilles furent redressées, et appuyé sur le bras de son fils James, il marcha sur ces dix mètres jusqu'au point où il prêta serment. Il attendit, bien entendu, que la cérémonie au Sénat, au cours de laquelle John N. Garner était en train de prêter serment pour devenir vice-président, fût terminée. Puis, accompagné du président Hoover, du vice-président Garner, de son cabinet au complet, et des membres du Sénat, il se rendit au lieu désigné face à la vaste multitude composée de cent mille citoyens.

Il se tint face au Juge Hughes, qui lui présenta une bible, apportée dans ce pays par un lointain ancêtre de Roosevelt 300 ans auparavant. Roosevelt la toucha, et le Juge lui demanda solennellement s'il jurait de protéger la Constitution des États-Unis, et il répondit d'une voix ferme : « *JE LE JURE* ». Ce fut sa première promesse officielle et solennelle. Puis, s'adressant à la foule, il prononça son allocution d'investiture.

Le moment est bien choisi pour dire la vérité, toute la vérité, franchement et sans détour. Nous n'avons pas à fuir la confrontation avec les conditions qui sont celles de notre pays aujourd'hui. Cette grande nation va endurer comme elle a enduré par le passé,

elle va se reprendre et prospérer. Aussi, tout d'abord, qu'il me soit permis d'affirmer ma ferme conviction que la seule chose que nous ayons à craindre est la peur elle-même.

Ce fut un discours extraordinaire. Il positionna immédiatement Roosevelt au premier rang des orateurs étasuniens. Les gens voulaient du courage et de l'espoir. Ses premiers mots leur en donnèrent. Puis il dépeignit une image rapide et dramatique de la crise. Les valeurs se sont effondrées. Les taxes ont augmenté. « *Les moyens d'échange sont gelés dans les tuyaux du commerce.* » Les dépôts de bilan des entreprises industriels se font jour de toute part. Les agriculteurs ne trouvent pas de marché pour leurs produits. Dans des milliers de familles, les économies de plusieurs années se sont évaporées. « *Seul un optimisme imbécile* », reconnut-il, « *peut réfuter les sombres réalités du moment.* »

Puis il éclaircit le tableau. « *Pourtant, notre désarroi ne découle d'aucun échec en substance. Nous ne sommes frappés par aucun fléau de sauterelles... La nature continue d'offrir ses dons... l'abondance est sur le pas de notre porte, mais son utilisation généreuse se tarit à la simple vue de ces réserves.* »

Puis, il porta l'accusation. « *En premier lieu, cela découle de ce que les gouvernants des échanges des biens de l'humanité ont échoué du fait de leur propre obstination et de leur propre incompétence... Ils ne connaissaient que les règles d'une génération éprise d'elle-même. Ils n'ont aucune vision, et lorsqu'il n'y a aucune vision, le peuple dépérit... Les marchands ont fui leurs hautes positions dans le temple de notre civilisation. Nous pouvons désormais dédier de nouveau le temple aux anciennes vérités.* »

Puis vint une succession de promesses que chacun voulait entendre. Pour les travailleurs : « *Notre principale tâche est de mettre les gens au travail.* » Pour les agriculteurs : Ils doivent « *accroître la valeur des produits agricoles et avec ceci le pouvoir d'acheter ce qui sort de nos villes.* » Pour les investisseurs : Ils « *doivent mettre fin à la spéculation avec l'argent des autres.* » Pour le monde entier : Il doit exister une politique de bon voisinage dans un monde de voisins.

Puis il accepta ses hautes fonctions comme s'il prenait le commandement d'une armée — une armée organisée pour attaquer. Il allait recommander des mesures « *qu'une nation blessée, au cœur d'un monde blessé, pouvait nécessiter.* » Mais — ah, mais ! — si le Congrès devait ne pas le suivre — « *Je—ne—me—soustrairai—pas—à—la—ligne—claire—du—devoir—qui—sera—le—mien.* » On percevait sur chaque mot un accent inquiétant de capitaine résolu. Il allait demander l'instrument qui restait — que le Congrès lui accordât « *un vaste pouvoir exécutif afin de mener une guerre contre l'urgence, aussi grande que la puissance qui me serait accordée si nous étions envahis par un adversaire étranger.* »

Puis il invoqua le peuple à entrer en guerre — une guerre contre la dépression. Il lui demanda de la discipline. Il parla des « *anciennes valeurs modernes* », de « *l'austère exercice des fonctions tant par les anciens que par*

les jeunes. »

Action! Action! Action! Le rétablissement des anciennes valeurs morales! Faire sortir les marchands du temple! C'était la guerre, la guerre, la guerre contre la vaste ruine. La guerre menée par un dirigeant discipliné, qui promettait un emploi aux chômeurs, des prix plus élevés aux agriculteurs, le rétablissement de la propriété faillie aux hommes d'affaires, et sur le tout, le ton de grands principes moraux et de grands sujets d'orientation.

Après son allocution, comme l'immense parade de militaires et de fanfares des démocrates loyaux passait en revue sous les sombres nuages, au travers desquels le soleil ne se montrait que par intervalles, l'un de ces rares incidents se produisit, surchargé par l'esprit de bonne volonté et d'unité. Au moment où la délégation de New York passait devant le candidat victorieux à la présidence, la foule s'aperçut soudainement que celle-ci était menée par l'homme qui avait combattu avec autant d'âpreté la nomination de Roosevelt — Al Smith. Les tribunes se levèrent en une grande ovation pour le Grand Combattant.

Après cela, M. Hoover, désormais soulagé de son grand fardeau, serra la main du nouveau président, et partit sur le champ pour Philadelphie, puis vers sa maison de Californie. Malgré les amères émotions qui étaient exprimées à son encontre, il partit sans aucune protection des services secrets, la demande exprimée par son secrétaire à cet égard ayant été poliment rejetée par le gouvernement qu'il avait encore dirigé quelques minutes plus tôt. Le nouveau président se rendit à son nouveau domicile, la Maison-Blanche, où un banquet fut servi à 500 invités. Les membres de son cabinet prêtèrent serment devant leurs familles et amis dans le bureau ovale, face au Juge Cardozo. Il s'agissait de la première fois que cela se produisait. Roosevelt affirma à Jim Farley qu'il instituait un précédent. « *Mon intention est d'instituer des précédents comme celui-ci de temps à autre* », rit-il. Dehors, les rues furent rendues à la foule qui, enhardie par les fanfares était devenue tout à fait joyeuse et papillonna en extérieur jusqu'à tard dans la nuit. Le bal inaugural fut le plus gai et le plus fréquenté de toutes les investitures, les invités dansant et les foules assemblées à l'extérieur applaudissant les allées et venues de leurs héros favoris, cependant que les distributeurs de journaux s'égosillaient à vendre des éditions spéciales des journaux relatant les fermetures d'un nombre de banques encore accru à travers le pays.

On peut réellement affirmer que la nation répondit à l'exhortation sonnante de l'allocution d'investiture. Le Congrès était prêt à accompagner un effort extraordinaire. La partisanerie se réduisit aux plus petites dimensions possibles. Partout, le nouveau président était acclamé par des applaudissements jamais vus. Par endroits, les acclamations prenaient des tons quasiment hystériques. Le rabbin Rosenblum affirma que nous voyions en lui un messenger de Dieu, le bien-aimé de la destinée, le Messie des lendemains de l'Amérique. Le lendemain matin, le *New York Times* publia un article de première page qui n'avait aucun lien avec l'investiture. Il traitait d'un autre Messie des lendemains. Le titre énonçait :

VICTOIRE POUR HITLER ATTENDUE AUJOURD'HUI

La répression des opposants rend le triomphe inévitable

1.2 Les cent jours

Le festival de l'investiture n'était que la scène d'ouverture. L'allocution du nouveau président ne fut qu'un prologue prononcé avant le lever de rideau sur le drame vibrant des Cent Jours.

Le président convoqua le nouveau Congrès en session extraordinaire. Il publia un décret ordonnant la fermeture de toutes les banques. La plupart d'entre elles étaient déjà fermées par décision des États ou par la force des choses. Le Congrès se rassembla le 9 mars. Puis commença cet effréné et tumultueux tourbillon de lois, de projets et de décrets qui fut connu sous le nom des Cent Jours.

Washington était désormais empli de Grands Esprits et de Penseurs Profonds — de jeunes experts sortis de Harvard, de Yale, de Princeton, et surtout de Columbia, avec des graphiques et des équations ; de philosophes des champs de maïs du Kansas et de Californie et, bien entendu, de champions imbattables quant à toutes les théories monétaires, y compris l'argent libre, l'argent papier et l'inflation. On y trouvait les défenseurs de la semaine de travail de 30 heures et de toutes sortes de projets visant à libérer les pauvres de leur pauvreté et les riches de leurs richesses. Un curieux arrangement du destin positionna le président au cours de ces premiers moments trépidants comme sauveur des riches et des protagonistes de la monnaie saine de leurs anciens ennemis, et les premières louanges de gratitude furent chantées par des gens qui s'étaient le moins attendus à ces protections. Il pourfendit la loi des 30 heures et contourna la foule d'inflationnistes favorables à l'impression monétaire inflationniste. En outre, le public assista au spectacle d'une succession de messages impérieux envoyés par le président à un Congrès étourdi par la rapidité, la variété et la nouveauté de ces demandes. Le 9 mars, le président appela le Congrès à légiférer pour contrôler l'ouverture des banques et confirmer tout ce qu'il avait décrété. La loi n'était pas prête. Mais selon cet ordre nouveau, les processus législatifs rapides ne pouvaient pas attendre qu'une loi fût préparée. Un journal plié fut jeté sous la presse pour tenir lieu de projet de loi jusqu'à ce que le document fût préparé¹. Le projet de loi fut alors envoyé au Congrès par le président. Le Congrès l'adopta instantanément, et accorda au président les pleins pouvoirs sur les opérations de change.

1. Raymond Moley, « *After Seven Years* » (Harper, 1939), p. 152

Le lendemain, il envoya un message bref et impérieux pour demander l'économie. « *Durant trois longues années* », disait-il, « *le gouvernement fédéral a ouvert la voie de la faillite. Pour l'année fiscale 1931, le déficit s'élevait à 462 000 000 dollars... Pour l'année fiscale, il s'établissait à 2 472 000 000 dollars... Pour l'année fiscale 1933, il dépassera sans doute les 1 200 000 000 dollars... Pour l'année fiscale 1934, sur la base des projets de lois de crédits adoptés par le dernier Congrès et des recettes estimées, le déficit excédera sans doute les 1 000 000 000 sauf si des actions sont immédiatement entreprises.* » Puis il avertissait : « *Trop souvent... les gouvernements libéraux ont fait naufrage sur les brisants d'une politique fiscale relâchée. Nous devons éviter ce danger.* »

Il était enfin là, l'homme qui allait mettre fin aux déficits. Roosevelt déclara que ces déficits avaient contribué à l'effondrement bancaire, avaient empiré la stagnation de notre vie économique, avaient nourri les rangs des chômeurs. Il déclara que « *le crédit du gouvernement national est en péril.* » Puis il affirma : « *La première étape est de le sauver. Le rétablissement en dépend.* » La première étape fut une mesure réduisant les frais de personnel du gouvernement de 25 %. La deuxième étape, aussi incroyable qu'elle puisse paraître, fut d'autoriser un projet de loi autorisant le plus grand déficit de tous les temps — 3 000 000 000 dollars.

Le 13 mars, il appela le Congrès à révoquer le Volstead Act. Et avant la fin du mois, le Congrès autorisa les bières dosées à 3.2 %. Bientôt, les anciens bars allaient rouvrir, à peine déguisés sous des noms divers, et attendant le grand jour où le XVIII^{ème} amendement serait abrogé.

Suivit un défilé de mesures considérables. Le 16 mars, le président envoya un message appelant au passage de la Loi d'ajustement agricole, qui concrétisait le programme agricole surprenant qui mit en lumière le nom de Henry Wallace et envoya tant de porcelets connaître leur destin tragique. En l'espace d'une semaine, Roosevelt convoqua le Congrès pour monter son projet favori, le Civilian Conservation Corps (CCC) qu'il avait déclaré dans son discours de remerciement constituer sa méthode pour mettre fin à la dépression — envoyer un million de jeunes hommes dans les forêts pour un dollar la journée. Suivit le projet de Federal Emergency Relief Administration qui en temps opportun allait devenir la Works Progress Administration (WPA) et allait faire connaître Harry Hopkins au peuple étasunien, l'homme qui allait devenir l'*alter ego* de Roosevelt, et avec Henry Wallace, l'une des figures les plus controversées du régime. Puis commença une consolidation des agences dans l'intérêt de la Déesse Économie ; suivit la Tennessee Valley Authority (TVA), qui constituait le point de départ d'un grand programme énergétique du gouvernement et amena George Norris, Bob LaFollette et tous les anciens Progressistes et leurs experts et leurs propositions au pied du trône.

Mais les réformes, projets, aventures en matière de reconstruction sociale se poursuivirent, « *courant sur les talons les uns des autres, à toute vitesse* » — des projets de loi pour superviser le commerce des titres d'investissement, pour empêcher la saisie des hypothèques agricoles, un autre pour assurer



FIGURE 1.1 – Affiche de propagande du *Civilian Conservation Corps*

l'immunité des propriétaires de maisons de ville de la saisie hypothécaire, des projets de lois pour réguler le trafic ferré, des projets de loi pour l'action fédérale dans l'industrie pétrolière.

Dans le même temps, des comités siégeaient en session pour enquêter sur les crimes du passé — les pêchés des grandes entreprises, des banquiers, des voies ferrées, de Wall Street, et le pouvoir des barons. Washington devint un paradis pour rédacteur de gros titres.

Puis vint le grand *chef d'œuvre*² sorti des ateliers des dieux. Il s'agissait du *National Recovery Act* — le NRA. Il fut rapidement envoyé au Congrès pour approbation, et souleva un peu plus d'opposition que ce qui avait précédé. Peu nombreux étaient ceux qui avaient la moindre idée de quoi il s'agissait, hormis qu'il constituait la Grande Charte du *Business Libéré*, ainsi que la Grande Charte du Travail. C'était la première de nombreuses Grandes

2. En français dans le texte, NdT

Chartes qui allaient être produites comme des petits pains par Washington. L'été approchait — l'été de Washington additionné de la chaleur du *New Deal*. Le pays était presque sauf. Seules quelques touches restaient à apporter au tableau. Il y avait le projet de loi pour acheter de l'argent-métal pour faire plaisir aux gens du domaine de l'argent, l'annulation de la clause sur l'or pour faire plaisir aux radicaux, l'émission de billets de réserves fédéraux pour faire plaisir aux inflationnistes, ainsi qu'une clause de sûreté, qui laissa tout ceci en animation suspendue au bon vouloir du président, pour faire plaisir aux conservateurs.

Le 16 juin, le programme était terminé. Les banques étaient ouvertes. Les entreprises revenaient en activité. Le président était occupé à ratifier des projets de lois et à présenter les stylos à de fiers parrains du Congrès — il utilisait souvent une dizaine de stylos par projet de loi pour faire plaisir à tous ses champions. Le président annonça la nomination du général Hugh Johnson — inconnu jusque-là du grand public — à la tête de la NRA. Il alloua 238 000 000 dollars à la construction de vaisseaux de guerre, et 400 000 000 pour les routes des États. Il envoya une lettre au Congrès, désormais exténué par ses grands travaux, le remerciant pour sa coopération et lui souhaitant de bonnes vacances. Le Congrès fut ajourné, Roosevelt prit un train pour Boston, d'où il embarqua sur un petit voilier, l'*Amberjack II*, qu'il manœuvra avec deux de ses fils jusqu'à sa maison d'enfance de Campobello, le 28 juin.

Le pays était essoufflé. La bonne humeur dominait dans la nation. On avait rouvert la Bourse le 15 mars, et voilà que les marchés remontaient. Une nouvelle vague d'optimistes faisait état du boom Roosevelt à venir. Roosevelt appelait chacun par son prénom. Les gens disaient : « *Whata man!*³ » Le pays commençait à s'amuser jovialement avec le *Brain Trust*⁴. Certains disaient que le Siècle des Professeurs était arrivé. Des débutants allaient assister aux conférences sur la théorie quantitative de la masse monétaire. Les librairies proposaient des livres sur le cycle des affaires. Les reporters de la Maison-Blanche se retrouvaient chaque semaine autour du bureau du président, en toute ignorance, ses murs couverts de graphiques et de tableaux, et il leur donnait des conférences sur la théorie économique. La nation toute entière resta assise près de son poste de radio des soirées entières afin d'entendre la voix d'or du Dirigeant lui expliquer en des termes simples le sens de toutes les grandes mesures qu'il faisait adopter par le Congrès. Jim Farley siégeait au *Post Office Department* où les fidèles se battaient pour se frayer un chemin jusqu'à son bureau, et où il jonglait avec le problème de savoir à quel démocrate accorder un emploi, et à quels neuf autres le refuser. Mais le Congrès et le président lui facilitaient la tâche en créant des bureaux par dizaines et des emplois par milliers. Les hôtels, les bars à cocktails et les halls des bâtiments publics étaient emplis de gens exubérants.

Les louanges envers le président fusaient de tous les coins du pays, qui s'apprêtait à passer l'été le plus heureux qu'il avait connu depuis des années.

3. « *Quel homme !* »

4. Groupe d'experts, NdT

On trouvait bien entendu quelques voix discordantes, et quelques critiques insidieuses. On avait comparé Roosevelt à Moïse. Mais, murmuraient les critiques, « *Lui faudra-t-il 40 années pour nous faire sortir des étendues sauvages ?* » On disait qu'il avait envoyé les jeunes hommes du CCC « *dans les forêts pour nous sortir du bois.* » D'autres qualifiaient son nouvel ordre de « *gouvernement par bourrage de crâne.* » William Green dénonçait le CCC comme plan mettant les hommes au travail pour un dollar par jour. La ligue anti-Saloon était amère. Elle chicanait quant à l'idée que l'alcool n'était rétabli que pour pouvoir le taxer, et qu'avant peu nous allions raviver les narcotiques, les loteries et les maisons de passe pour combler les déficits.

Mais dans l'ensemble, les sons que l'on entendait dans le pays étaient ceux des louanges, et de nulle part celles-ci ne se faisaient autant entendre qu'en provenance des milieux d'affaires. Lors du dîner de la Chambre de Commerce des États-Unis, tenu le 13 mai, H. I. Harriman, son président, affirma : « Jamais dans l'histoire de cette nation un gouvernement ne s'est attelé plus courageusement ni aussi pleinement à traiter tant de problèmes aussi profonds. ⁵ »

Les convives se levèrent et applaudirent cette affirmation. Le républicain *Inquirer* de Philadelphie affirma : « *Le président — oui, le président — a certes endossé la direction du monde.* » Un journal de premier plan destiné aux industriels affirma : « *Un matin viendra où nous nous réveillerons et découvrirons que la dépression sera envolée.* » Plusieurs rencontres furent tenues pour célébrer cette envolée. Le *Literary Digest* affirma le 10 juin que la renaissance industrielle était encensée. Le *Wall Street Journal* affirma : « *Aucune session du Congrès de notre histoire n'avait jusqu'ici aussi complètement œuvré à défier toute tentative quant à estimer ses effets par avance.* » Le 18 juin 1933, Le *New York Times* publia dans son éditorial :

Le président a saisi une opportunité formidable d'une manière qui fut à la fois sagace et dynamique. Faisant preuve d'une détermination insistante et d'une formidable audace, il a œuvré à répondre à la crise subie par la nation, la faillite des entreprises et les craintes pour l'avenir, les moyens d'établir son autorité et d'amener le Congrès ainsi que le pays vers un état d'esprit plus optimiste et vers une humeur plus résolue. Au sens propre, le désastre public s'est transformé par son action en triomphe officiel. Mais ce fut parce qu'il apparut aux yeux du peuple étasunien comme chevauchant le tourbillon, et dirigeant l'orage. Le pays était prêt et même empressé d'accepter une nouvelle direction. De la part du président Roosevelt, il a reçu une succession rapide de discours courageux, ainsi que d'efforts et de réussites qui ont amené des multitudes de ses compatriotes à l'acclamer comme l'homme envoyé pour cette heure par la Providence.

Le président ainsi que le Congrès partis de Washington, le pays entreprit de s'habituer et de s'accoutumer au nouvel ordre des choses. Quant au pré-

5. *New York Times*, 14 mai 1933

sident, il s'employait à son passe-temps favori — naviguer comme capitaine au large de la côte Est à bord d'un petit navire à une voile. Le Congrès s'était dispersé et ne le gênait pas. Il lui avait remis des pouvoirs importants, et avait mis à la disposition du gouvernement des dotations d'un montant fabuleux — 3 300 000 000 dollars — en addition aux autres dotations spécifiques au gouvernement, libre à lui de dépenser cet argent selon son bon vouloir. La grande tirelire — qui constitue la plus formidable des armes aux mains d'un parlement libre de s'opposer aux extravagances d'un pouvoir exécutif entêté — lui avait été remise en main propre. Le « *prodigue* » Hoover était en Californie, à son domicile de Palo Alto, pour mettre de l'ordre en ses propres affaires, pendant que le grand Économiseur qui avait dénoncé les déficits de Hoover venait en l'espace de 100 jours de produire un déficit supérieur à celui laissé par Hoover en deux années.

Désormais, l'ensemble des nombreuses forces qu'il avait mises en branle allaient produire leurs effets. Nous avons vu comment le nouveau président et son programme apparaissaient à ce moment aux yeux des gens. Nous allons à présent dépeindre de manière plus précise le *New Deal* en action.

1.3 La crise bancaire

Il nous faut remonter en arrière pour un aperçu des deux mois qui précédèrent l'investiture de M. Roosevelt, jusqu'à la crise qui couvait au niveau du monde bancaire. Durant tout le mois de janvier, alors que l'investiture approchait, les journaux faisaient état de manière quotidienne de faillites bancaires. Les déposants retiraient leur argent de leurs établissements bancaires. Les déposants étrangers vidaient leurs comptes aux États-Unis, ce qui avait accru la fuite de l'or métal hors du pays. De nombreux investisseurs de premier plan liquidaient leurs avoirs financiers, puis utilisaient ces liquidités pour acheter de l'or métal et l'envoyer à l'étranger. Les craintes s'accumulaient ; les tensions montaient. C'est alors que les deux grands systèmes bancaires de Detroit s'effondrèrent, et que le gouverneur Comstock déclara une vacance bancaire de huit jours : la fermeture pour cette durée de tous les établissements bancaires de l'État. Cette décision provoqua un séisme dans tout le pays.

Le lendemain — le 15 février 1933 —, M. Roosevelt, qui était en vacances à bord du *Nourmahal*, le voilier de Vincent Astor, arriva à Miami. Lorsqu'il parut face à la foule à bord de son automobile, le coup de feu qui fut tiré contre lui atteignit le maire Ceyrmak. Ce salut miraculeux tomba comme une bénédiction sur la personne de Roosevelt, et illumina d'un nouvel éclat son étoile montante. Le lendemain, il se trouvait à New York. Dans la nuit du 18 février, l'*Inner Circle* — une organisation de journalistes politiques de la ville de New York — tenait son banquet et ses festivités annuels dans la grande salle de réception de l'hôtel Astor. Tous les hommes politiques de New York participent à ce spectacle réputé, au cours duquel les chroniqueurs politiques montent sur scène pour jouer des sketches de parodie quant à la vie

politique new-yorkaise. Après minuit, donc au matin du 19 février, alors que les sketches se poursuivaient sur scène, Roosevelt, qui était encore gouverneur de l'État de New York, arriva au banquet avec de nombreuses personnes. Il prit sa place d'honneur au centre de la table principale. Raymond Moley, qui était alors son principal conseiller, était assis face à lui. Les journalistes présents sur scène étaient à l'œuvre sur une farce particulièrement amusante, et le public était hilare. À ce moment, M. Roosevelt fit un signe à Moley et lui remit un morceau de papier sous la table. Moley en prit connaissance. À sa stupéfaction, cette note provenait du président des États-Unis, Herbert Hoover, et était rédigée de sa propre main⁶. Alors que la bonne humeur régnait autour de lui, Moley lut à son désarroi :

« Un problème des plus critiques s'est produit dans le pays, et mon sentiment est que je dois m'entretenir à ce sujet avec vous de manière confidentielle. »

Moley tourna les yeux vers Roosevelt. Il avait la tête renversée en arrière, et s'esclaffait au vu du spectacle qui se déroulait sur scène. Puis Moley poursuivit sa lecture. Hoover décrivait de manière très réaliste la menace qui pesait sur l'ensemble de la structure bancaire du pays, la fuite de l'or-métal hors du pays, le siphonnage des comptes en banque vers du liquide qui était caché. La peur, affirmait-il, avait pris possession de l'esprit public. Hoover estimait, à raison, qu'un nouvel élément caractérisait le problème — l'apparition de la terreur. L'air était saturé de rumeurs d'inflation, et d'abandon de l'étalon or. Cela amenait au retrait de l'or hors des banques. Hoover énumérait les forces qui provoquaient le problème :

La défaillance d'équilibrage du budget par la Chambre ; les propositions en faveur de l'inflation de la monnaie et les discussions généralisées à ce sujet ; la publication des emprunts de la RFC⁷ (au profit des banques) et les paniques bancaires, la thésaurisation et les faillites bancaires découlant de cette cause et de divers autres événements et rumeurs.

Ces dernières, ajoutait-il, « *avaient à présent culminé jusqu'à un état d'alarme qui prend rapidement les proportions d'une crise.* »

Hoover pensait que Roosevelt devait à présent s'impliquer dans le problème. Il proposait que Roosevelt émit une déclaration pour « *clarifier l'esprit public.* » Après tout, quoique Hoover fût encore président, son pouvoir quant à mener une action efficace était perdu. Deux semaines plus tard, il aurait quitté la Maison-Blanche. Une Chambre hostile siégeait à Washington. Une majorité du peuple avait répudié son commandement. Il ne pouvait rien faire, et n'aurait rien pu trouver à dire qui aurait eu quelque effet à présent. Il en appela à Roosevelt : « *Il est évident que, dans la mesure où vous serez sous peu en position de mener toute politique que vous jugerez efficace, vous êtes la seule personne qui puisse énoncer ces assurances.* » M.

6. Cet incident est relaté en détail dans l'ouvrage de Moley « *After Seven Years* », pps. 138-161.

7. *Reconstruction Finance Corporation, NdT*

Roosevelt se trouvait dans une position — et il était le seul en cette position — de calmer l'esprit public, d'afficher quelque action ou quelque geste qui pourrait encourager la confiance du public et mettre un point d'arrêt aux courants de terreur de plus en plus forts.

Lorsqu'il eut terminé sa lecture, Moley comprit que « *le point de rupture était arrivé* ». Il regarda de nouveau Roosevelt, qui riait à gorge déployée, en plaisantant avec ses voisins et en apposant des autographes sur des programmes. À la fin du banquet, Roosevelt et son entourage retournèrent à sa maison de la 65^{ème} rue. Il se montra là-bas tout à fait indifférent au sombre tableau que Hoover avait dépeint à son intention — « *de* », comme le décrit Moley, « *la main squelettique de la mort dirigée vers chaque banque du pays.* »

La réponse de Roosevelt à ce défi solennel constitue un incident des plus singuliers parmi ceux qui marquèrent sa carrière. On ne peut pas comprendre cet incident sans au moins considérer son attitude générale à l'égard du problème bancaire. Il était alors tenu pour acquis, comme je suis certain qu'il continue de l'être, que M. Roosevelt disposait d'un plan pour gérer ce problème, qu'il prit part à son investiture avec ce plan tout à fait prêt. Il ferma rapidement les banques, et après quelques jours les rouvrit et donna au pays un système bancaire solidement réorganisé. Il n'est pas facile de dissiper une hypothèse aussi profondément implantée dans l'esprit populaire. Mais considérons au moins les scènes qui se produisirent hors des regards du public. En ce fatidique 19 février, lorsque Moley lut la lettre de Hoover au milieu des cris et des rires du banquet de l'*Inner Circle*, la situation nécessitait de toute évidence que l'on agît. Pourtant, quoi qu'un public à l'esprit généreux puisse penser, le fait est que les hommes proches de M. Roosevelt estimèrent qu'il ne considéra pas sérieusement la crise bancaire.

Il faut se souvenir que M. Roosevelt avait été gouverneur de l'État de New York quatre années durant, et qu'il était toujours gouverneur ; que la crise bancaire se développait au sein-même de cet État à ce même moment ; que nombre des pires scandales bancaires avaient éclos dans les banques de l'État sous la juridiction du gouverneur. Le sénateur Hastings, de l'État de New York, lui avait écrit au début de sa mandature pour l'exhorter à mener quelque action pour mettre fin aux spéculations sur les marchés, et n'avait obtenu aucune réponse. Après la faillite de la *City Trust Company*, le lieutenant-gouverneur Herbert Lehman, en l'absence de Roosevelt, chargea Robert Moses d'enquêter sur la situation bancaire. Moses mena son enquête, et dénonça les pratiques de certaines banques. Dans son rapport, il fit mention des pratiques de la Banque des États-Unis. À peu près à la même période, j'écrivis dans mon éditorial un appel au gouverneur à mener une action quant à ces banques fragiles. Le gouverneur Roosevelt nomma une commission pour ce faire, et à ma grande horreur, nomma un directeur et conseiller de la Banque des États-Unis au sein de cette commission. Norman Thomas le dénonça, l'accusant d'« *avoir totalement fait fi du rapport Moses et d'avoir conclu solennellement que tout irait bien si chacun plaçait ses économies dans une banque fiable.* » Son action mit clairement au jour

que le gouverneur ne comprenait pas le moins du monde la situation bancaire. Il s'agissait d'une belle affaire, similaire à ce qu'aurait constitué la nomination d'un des lieutenants d'Al Capone pour étudier le problème du banditisme. Très peu de temps après, la Banque des États-Unis fit faillite. Mais le gouvernement continua de s'en désintéresser. Des appels de diverses sources furent lancés directement au gouverneur pour qu'il menât quelque action, mais il n'en fit rien.

Quelle était l'explication de cet étrange état d'inalarmisme face à cette grave menace ? Par la suite, alors que celle-ci continuait de croître, il conserva encore le silence. La plateforme démocrate ne fit qu'une référence oblique à cette menace. Lors de son discours d'acceptation de sa nomination, il parla de toutes sortes de problèmes, y compris des misères de Puerto Rico, mais ne fit jamais mention des banques. Lors de sa discussion au sujet de la plateforme démocrate, lors de sa première allocution radiophonique, il ignora la question bancaire. Il prononça plusieurs allocutions sur divers problèmes spécifiques — agriculture, emploi, politique étrangère — mais aucun au sujet du problème bancaire croissant. Il ne fit mention du sujet qu'en marge du sujet principal de son discours, dans le cadre de l'une de ces allocutions.

Une fois élu, lorsque les banques tombèrent comme des mouches, il resta tout à fait indifférent à ce sujet. Cela ne fait aucun doute. Ray Moley, qui était à ses côtés à cette période, a écrit qu'entre le 18 février, lorsqu'il reçut le lugubre avertissement de la part de Hoover, et le 1^{er} mars, *il ne put déceler le niveau d'importance qui avait impressionné l'esprit de Roosevelt quant à la gravité de cette crise.*

En gardant ceci à l'esprit, revenons-en à la lettre alarmante que Hoover avait envoyée à Roosevelt. Hoover écrivit cette lettre le 17 février. Il la fit envoyer par un messenger des services secrets qui la remit en main propre à Roosevelt le 18 février. Ce fut au matin du 19 février que Roosevelt se rendit au banquet de l'*Inner Circle*. Tout cette journée durant, il ne la montra à personne. Il ne la remit à Moley que plusieurs heures après l'avoir reçue. *Douze jours plus tard, Hoover n'avait toujours rien reçu en retour, ne serait-ce qu'une confirmation de bonne réception de cette lettre.* Puis, le 1^{er} mars, il reçut la réponse de Roosevelt avec cette curieuse explication. Roosevelt affirmait qu'il avait rédigé une réponse plus d'une semaine plus tôt, mais que par suite d'une négligence de son secrétaire, elle n'avait pas été envoyée. Lorsque qu'il répondit effectivement, douze jours plus tard, il indiquait qu'il ne pouvait rien faire.

Le 2 mars, Roosevelt arriva à Washington, tel que décrit par Moley, dans l'humeur la plus gaie qui fût, aussi frais qu'une rose, cependant que Hoover, toujours président, ses aides et les aides de Roosevelt, Woodin, Moley et d'autres étaient dans un état d'épuisement presque total du fait de leurs longues conférences, tenues nuit et jour pour endiguer la crise.

Il doit exister quelque explication à cela. Et l'explication en est simple, comme nous allons le voir. Hoover luttait pour sauver autant de banques que possible. Chaque journée où on laissait la crise se poursuivre impliquait la fermeture d'un plus grand nombre d'établissements bancaires, la fuite

d'une quantité d'or encore accrue, la perte de dizaines de millions de dollars d'économies, valeurs et pertes commerciales. Mais Hoover restait impuissant à faire quoi que ce fût d'efficace sans le concours du nouveau président, car il n'avait pas les pouvoirs d'agir seul et parce qu'il avait besoin des pouvoirs du Congrès, ou au moins une assurance que le Congrès allait valider son hypothèse quant aux pouvoirs. Roosevelt n'avait aucun désir de mettre fin à la panique. La marée déferlante de désastres nettoyait l'ardoise avant son arrivée — au prix de milliards de dollars détenus par des investisseurs et déposants. Plus grande serait la catastrophe lorsque Hoover quitterait le pouvoir, plus fortes seraient les acclamations à la prise de fonctions de Roosevelt. Aussi, lorsqu'il lut la lettre de Roosevelt le 18 février, il ne fit rien, car la crise décrite par Hoover correspondait à ses attentes. Lorsqu'il remit sous la table cette lettre à Moley, et que ce dernier, terrifié par le contenu de cette lettre, fut ébahi de voir Roosevelt en joie, il le mit sur le compte de l'idée que Roosevelt ne désirait rien laisser paraître quant au sentiment d'alarme qui pouvait l'habiter. Mais la vraie raison était que Roosevelt ne ressentait aucune terreur à cette nouvelle. La lettre l'informait que tout se produisait comme il le désirait. Et à partir de ce jour, tous ceux qui l'entouraient à l'époque ont témoigné qu'il ne fit pas montre de la moindre préoccupation quant à mener la moindre action pour mettre fin à la vague de panique. Il comptait sur un effondrement total. Il voulait que la panique déferle pour produire un désastre bancaire total. Il voulait que le public vît son prédécesseur quitter une scène de pures ruines, lui laissant ainsi la place pour s'avancer comme le sauveur qui allait tout reconstruire depuis la première pierre.

Pour adopter une décision aussi drastique, il ne peut bien entendu exister qu'une seule justification, à savoir que M. Roosevelt disposait déjà d'un plan bien défini et que ce plan pouvait être mieux exécuté en partant d'un désastre total. Quel était donc ce plan ? Nous allons le voir à présent⁸.

Le président Hoover était prêt à agir. Il disposait d'un plan défini. Mais nous devons nous souvenir que le Congrès était démocrate, et que tout plan allait exiger l'utilisation de pouvoirs extraordinaires qui devraient être approuvés par le Congrès. Il voyait que face au pays se dressait le problème général de la dépression, qui exigeait diverses techniques et du temps. Mais au sein de ce problème se trouvait la crise bancaire, qui était désespérée et qu'il fallait traiter sur le champ. Roosevelt et Hoover pouvaient tenir des positions divergentes sur les moyens d'action pour mettre fin à la dépression, mais s'accorder sur un moyen d'endiguer la crise bancaire qui faisait sombrer toutes les banques, bonnes comme mauvaises, aurait dû constituer

8. Les éléments concernant ce qui suit dans le présent chapitre ont été assemblés en partie des sources qui suivent : « *After Seven Years* » de Moley ; « *The Hoover Administration* » de William Starr Myers et Walter H. Newton (Scribner, 1936) ; « *Carter Glass* » de Rixey Smith et Norman Beasley (Longmans, 1939). M. Moley relata les éléments selon le point de vue de M. Roosevelt, Myers et Newton selon celui de M. Hoover. Cependant, j'ai eu l'opportunité d'interviewer en personne plusieurs personnes intimement en lien avec ces événements, et dans certains cas d'examiner les notes qu'ils purent rassembler à l'époque.

une affaire plus simple.

Au début du mois de février, Hoover proposa au *Federal Reserve Board* que chaque banque du pays fût fermée pour une durée d'une seule journée. Chaque banque soumettrait alors une liste de ses actifs et passifs. Elle devrait lister séparément ses actifs en bonne santé de ceux qui étaient en mauvaise santé ou morts. La Réserve Fédérale accepterait les listes soumises par les banques elles-mêmes. Le lendemain, toutes les banques solvables seraient rouvertes et pourraient garantir leur solvabilité durant la crise. Cela pourrait mettre fin aux paniques bancaires. Quant aux banques disposant d'actifs malsains en grandes quantités, les actifs sains seraient séparés des autres. Les banques seraient rouvertes, chaque déposant recevant un compte de dépôt en proportion de sa part des actifs sains. Les actifs malsains seraient retirés pour être liquidés dans l'intérêt des déposants. Il s'agissait d'une solution évidemment sensée et juste. Si elle avait été suivie, d'innombrables millions de dépôts auraient pu être sauvés et la crise bancaire aurait au moins pu être retirée du tableau. Cependant, le procureur général énonça que le président ne disposait pas des pouvoirs d'émettre un tel ordre, sauf à obtenir l'assurance de la part du Congrès que celui-ci allait confirmer cette action par une résolution adéquate, et que ceci, en tant que nécessité politique, devrait être approuvé par le nouveau président qui allait prendre ses fonctions un mois plus tard. C'est avec un tel plan en tête que Hoover écrivit à Roosevelt le 17 février. Il présentait un défaut, selon le point de vue de Roosevelt. Il ne lui convenait pas de permettre à Hoover d'être l'instrument d'endiguement de la crise bancaire avant que lui-même pût le faire.

Cependant, Hoover adopta la vision selon laquelle, comme la responsabilité ultime en reviendrait à Roosevelt, bien que Roosevelt fût sans pouvoir d'agir en tant que simple citoyen, ce serait lui, Hoover, qui émettrait tous ordres que Roosevelt allait approuver, pourvu qu'il pût le faire en conscience, et que Roosevelt pût en assurer l'approbation par le Congrès.

Mais Roosevelt n'avait pas répondu à cette lettre du 17 février, et dans l'intervalle, la crise avait pris un aspect terrifiant. À ceci s'ajouta la crainte de l'inflation ainsi que de mesures irresponsables et même radicales de la part du nouveau président. L'une de ces dernières, bien entendu, était l'agitation qui se produisit dans les coulisses quant à la nationalisation de l'ensemble du système bancaire. On savait que les hommes proches du président-élu y étaient favorables. Les champions de la planche à billets de diverses devises avaient constitué des ardents supporters de Roosevelt. Carter Glass avait soupesé l'offre de Roosevelt au portfolio du Trésor et on comprenait qu'il essayait d'obtenir quelque assurance d'une politique monétaire sensée. Le 21 janvier, il refusa la nomination car, à ce que l'on comprit, il craignait les tendances inflationnistes de Roosevelt. Le 31 janvier, Henry Wallace affirma : « *La chose intelligente à faire serait de s'éloigner de l'étalon or un peu plus que l'Angleterre ne l'a fait.* » Les journaux conservateurs attaquèrent cette position selon divers degrés de désapprobation. Bernard Baruch affirma, trois semaines avant l'investiture : « *Je considère la situation du pays comme la plus grave de son histoire. Le simple fait de parler d'inflation ralentit*

les affaires. Si vous commencez à parler de cela, vous n'aurez plus après-demain une once d'or au sein du système de réserve. » Le 19 février, les retraits d'or des banques crurent de cinq à quinze millions de dollars par jour. En deux semaines, ce fut 114 000 000 dollars d'or qui furent retirés des banques pour l'exportation, et 150 000 000 dollars en furent retirés pour être cachés. La vague de peur était partout. Les usines fermaient. Le taux de chômage croissait rapidement. Les fermetures d'établissements bancaires se multipliaient de jour en jour.

À ce stade, M. Roosevelt annonça le choix de William Woodin comme secrétaire du Trésor. Ogden Mills, le secrétaire du Trésor de Hoover, prit immédiatement contact avec Woodin. Commença alors une suite de conférences au cours desquelles Hoover essaya d'enrayer la marche vers la catastrophe et au cours desquelles Roosevelt s'employa à porter le coup fatal à ce dernier.

Le public ne savait rien ou presque de ce qui se déroulait derrière les portes du Trésor et de la Maison-Blanche. L'ensemble de l'histoire n'a encore jamais été relaté. Hoover fit appeler Atlee Pomerene, un démocrate distingué, qui était alors à la tête de la *Reconstruction Finance Corporation*. Il supplia Pomerene d'exhorter Roosevelt à le rallier et à agir de manière conjointe. Pomerene estima n'avoir aucune influence sur le président-élu. Le lendemain, Ogden Mills demanda à Woodin d'émettre une déclaration qui pourrait tarir les craintes d'inflation et mettre un point d'arrêt à la fuite de l'or hors des banques. Woodin refusa. Mills lui rappela qu'à l'occasion d'une urgence similaire, quoique moins critique, Grover Cleveland, huit jours avant son investiture, avait émis une déclaration rassurante.

Hoover commençait désormais à prendre conscience que lui-même et Roosevelt parlaient de deux choses différentes. Hoover parlait de sauver les banques et les économies des gens qui y étaient placées. Roosevelt pensait aux avantages politiques d'un désastre bancaire total se produisant sous Hoover. De fait, le 25 février, Hoover reçut un message de la part de James Rand, l'informant que Rexford Tugwell avait affirmé que *les banques allaient s'effondrer sous quelques jours, et que c'était ce qu'ils voulaient*.

Le 26 février, Mills fut informé que Woodin se trouverait à Washington le lendemain, mais reçut pour instruction de ne prendre aucune part dans la gestion de la crise bancaire, car la nouvelle administration comptait « *prendre le relais au point le plus bas possible* », pour voir le raz de marée emporter le corps de Hoover ainsi que le parti républicain, nonobstant le coût que cela induirait pour les millions de malheureux dont les comptes bancaires étaient en train de fondre au passage. Il est désormais facile de voir pourquoi jusqu'à ce stade — le 28 février — Hoover ne reçut pas même un accusé de réception pour la lettre qu'il avait écrite à Roosevelt. Il écrivit donc de nouveau à Roosevelt, en affirmant que le Congrès devrait être convoqué sur le champ et que lui et ses collègues se tenaient prêts à coopérer de toute manière propice à contrôler la situation jusqu'à ce que Roosevelt ait pris le pouvoir. Ce fut alors qu'il reçut de la part de Roosevelt cette explication incroyable selon laquelle il avait répondu à Hoover, mais que sa réponse n'avait par mégarde pas été envoyée. Le même jour, Ogden Mills signala à

Hoover qu'il venait d'apprendre que l'entourage de Roosevelt estimait que pire la situation deviendrait, plus évident serait l'échec du parti républicain aux yeux du pays. « *En d'autres termes* », affirma Mills, « *ils ne désirent pas mettre fin à la panique.* »

On était désormais le 2 mars. Roosevelt arriva ce jour-là à Washington, accompagné de sa famille et du Brain Trust. Il prit ses quartiers à l'hôtel Mayflower. Hoover estimait désormais que les banques qui n'étaient pas tombées étaient assez fortes pour survivre *si le retrait des devises et la fuite de l'or pouvaient être arrêtés*. Il donna pour instruction à Mills de formuler une déclaration arrêtant ces deux phénomènes. Mills apporta à Woodin la proclamation dans la matinée. Mais Roosevelt refusa d'émettre une affirmation l'approuvant, et faute de cela, Hoover estima avec raison ne pas pouvoir agir. Un rejet de son action par le nouveau Congrès démocrate aurait produit un chaos sans fin. Mills affirma à Hoover que Woodin semblait proche du point de rupture. Woodin n'était pas du tout un radical, et sa position à ce moment-là était sans doute extrêmement éprouvante. Mills lui dit que l'histoire étasunienne ne contenait aucun précédent d'une telle instance d'un refus de coopérer en présence d'une grande urgence nationale. Vingt-et-un États avaient alors fait fermer leurs banques. Plus de deux cents millions de dollars en or avaient été sortis des banques.

Dans la nuit du 2 mars, Hoover exhorta Roosevelt à approuver son plan visant à arrêter les retraits en or et en devises. Roosevelt convoqua les dirigeants démocrates du Congrès. Et cependant que les hôtels de Washington s'emplissaient de joyeux invités démocrates, des conférences rivales se tenaient au Mayflower et à la Maison-Blanche. Après de longues heures de discussions, les dirigeants du Congrès convinrent avec Roosevelt de ne rien faire. Ici réside un petit désaccord quant à l'histoire. Moley affirme qu'ils firent passer à la Maison-Blanche le mot selon lequel Hoover était libre d'agir comme bon lui semblait. Hoover affirme que le message énonçait que Roosevelt refusait d'émettre une déclaration approuvant son action.

Le lendemain, la situation empira. Les banques de New York et de Chicago furent contraintes de payer 110 000 000 dollars en or à des étrangers, et 20 000 000 dollars en or à d'autres personnes, cependant que 20 000 000 dollars sortaient de leurs coffres au bénéfice de banques intérieures au pays. À ce stade, la panique se répandit jusqu'aux dirigeants du *Federal Reserve Board*. Les banquiers de New York et de Chicago avaient en pratique été en session continue. La fatigue avait accompli son œuvre. La panique les gagnait. Les dirigeants de la réserve exigèrent une proclamation de fermeture des banques, mais Hoover refusa sauf à disposer du soutien de Roosevelt. Les rues de Washington étaient alors animées par l'arrivée des fanfares et des marches joyeuses. Les décorations étaient en cours d'installation. À l'hôtel de Farley, les hommes politiques se rassemblaient en ne pensant guère à la crise bancaire. Ils couraient après les emplois gouvernementaux. Des rumeurs de toutes sortes se répandaient. Bien entendu, nul ne savait ce qui se produisait alors parmi les hommes qui ne dormaient pas à la Maison-Blanche, au Trésor, au *Reserve Board* et au Mayflower — Hoover et ses aides recevant

des rapports depuis l'ensemble du pays tout en cherchant des moyens de contenir la crise ; Roosevelt et ses aides tout aussi appliqués à la promouvoir en évitant toute action, pendant que la marée noire montait sur les banques de la nation.

Puis, dans l'après-midi, ces deux hommes — Hoover et Roosevelt — allaient se rencontrer en face à face. À la veille de l'investiture, le président-élu, conformément à la tradition, passe un appel de courtoisie au président. Dans l'après-midi du 3 mars, M. Roosevelt se rendit à la Maison-Blanche. Hoover décida de faire usage de cette opportunité pour en appeler une dernière fois à Roosevelt. Il plaida à nouveau pour que ce dernier approuvât une proclamation bloquant les retraits d'or et de devises. Roosevelt répondit que feu Thomas Walsh, son Procureur général désigné, l'avait avisé que cela était réalisable. Mais Walsh était mort, et Homer Cummings, qui allait devenir Procureur général, n'avait pas encore répondu à ce sujet. Roosevelt pensait que Hoover pouvait légalement agir, mais *il n'en était pas certain* et ne pouvait pas plus s'engager que cela. Roosevelt quitta Hoover à 17h00 en disant : « *J'attendrai à mon hôtel, M. le président, de savoir ce que vous aurez décidé.* »

Cette nuit-là, les quartiers de Roosevelt au Mayflower étaient emplis de solliciteurs. À 23h30, le téléphone sonna. C'était Hoover qui appelait. Il affirma à Roosevelt qu'il voulait encore, avec son consentement, émettre la proclamation contre la thésaurisation et les retraits. Il demanda à Roosevelt si celui-ci était d'accord avec lui quant au fait qu'il ne devait plus y avoir de fermetures. Roosevelt répondit : le sénateur Glass est ici. Il ne pense pas qu'il soit nécessaire de fermer les banques — ma propre opinion est que le gouverneur de chaque État peut s'occuper des fermetures lorsqu'elles s'avèrent nécessaires. Je préfère que vous n'émettiez aucune proclamation de cette nature. La conversation prit fin à ce stade. Roosevelt affirma alors à Glass que le *Federal Reserve Board* avait exhorté Hoover à fermer les banques, que Hoover avait refusé en disant que la plupart des banques encore ouvertes étaient solvables, et qu'il avait dit à Hoover que le sénateur Glass était d'accord avec lui. Glass demanda alors à Roosevelt ce qu'il comptait faire. À l'amusement de sénateur, il répondit : « *Je prévois de les fermer, bien sûr* ». Glass lui demanda de quelle autorité il disposait, et il répondit : « *La Loi sur le commerce avec l'ennemi* » — la loi-même dont Hoover avait fait mention et au sujet de laquelle Roosevelt avait énoncé ne disposer d'aucun avis de Cummings quant à sa validité. Glass protesta : une telle action serait inconstitutionnelle, et il lui fit savoir de manière enflammée. « *Qu'importe* », répondit Roosevelt, « *je vais émettre une proclamation de fermeture des banques.* »

Après cet épisode, Moley et Woodin se rendirent au Trésor où ils trouvèrent Mills, Ballantine, Awalt et Eugene Meyer penchés sur des chiffres bancaires. Ils avaient appelé les gouverneurs pour les exhorter à déclarer des vacances. On avait convenu avec eux qu'au matin, dans tout le pays, des foules de déposants effrayés allaient s'assembler devant leurs banques. Et c'est ce qui se produisit. Ainsi prirent fin les négociations. Le lendemain à

midi, la responsabilité serait déchargée des mains de Hoover, et transmise à celles de Roosevelt. Et il allait obtenir ce dont il avait rêvé — une panne générale du système bancaire des États-Unis.

Après avoir prononcé son discours d'investiture, Roosevelt émit une proclamation fermant toutes les banques. *Le problème suivant était de les ouvrir.* Tous ceux qui suivirent ces procédures supposèrent que Roosevelt disposait d'un plan à lui, qu'il maintenait secret. La caractéristique la plus étrange de cette comédie dramatique est à suivre. Ayant fermé les banques, *Roosevelt n'avait pas la moindre idée de la manière de les rouvrir. Il n'avait pas le moindre plan à l'esprit.* Je sais que cela est difficile à croire. Mais c'est la réalité, comme nous allons le voir à présent.

Le 4 mars, Roosevelt avait pris trois décisions :

1. Il allait convoquer le Congrès en session extraordinaire.
2. Il allait déclarer une urgence selon les termes de la Loi de commerce avec l'ennemi, profitant de ce qui avait manqué à Hoover — un Congrès amical qui allait confirmer sa décision.
3. Il allait convoquer les principaux banquiers à Washington.

Le Congrès fut appelé à se rassembler le 9. Et Will Woodin assura à Roosevelt qu'il disposerait d'une loi pour s'occuper de la situation bancaire à temps.

Le dimanche, Moley et le nouveau Procureur général, Homer Cummings, travaillèrent sur une proclamation d'urgence. Celle-ci invoquait les pouvoirs accordés au président selon la Loi de commerce avec l'ennemi, adoptée lors de la première guerre mondiale. Elle déclarait une vacance bancaire de quatre jours, étalés du 6 au 9 mars, et interdisait aux banques de décaisser or et devises, mais stipulait que le président pouvait durant cette période autoriser toute banque à assurer ces opérations si elles le jugeaient nécessaire. *Lors de la préparation de ce document, on s'appuya sur le brouillon qu'avaient déjà établi Mills et Ballantine pour le président Hoover.* La proclamation fut énoncée le lundi 6 mars. Il s'agissait clairement d'une action anti-constitutionnelle, mais elle était justifiée par l'urgence pourvu que l'on pût obtenir rapidement une confirmation du Congrès, et Roosevelt sollicita cette confirmation, quoiqu'il eût précédemment refusé que Hoover en fit autant.

Le Congrès fut assemblé pour siéger le jeudi 9 mars, et dans l'intervalle un groupe de banquiers fut convoqué pour discuter d'un plan de réouverture des banques fermées. Pendant que Roosevelt, Moley et Cummings travaillaient à la Maison-Blanche sur la proclamation, les banquiers rencontrèrent Woodin puis Moley au Trésor. Il y avait Melvin Traylor de Chicago, Henry P. Davison et Roy Harrison de New York, Eugene Meyer, Miller de Richmond, Berle, Glass, le membre du Congrès Steagall, Adolph Miller et Ogden Mills ainsi qu'Arthur Ballantine, secrétaire et sous-secrétaire au Trésor sous Hoover qui étaient restés pour aider.

Le problème auquel ils étaient confrontés était la manière de rouvrir les banques. Ils discutèrent toute la journée du dimanche. Mais aucun programme ne fut présenté, ni par les banquiers, ni par l'administration. Moley

signala à Roosevelt la nuit venue que les discussions avaient été « *tout à fait décousues* ». Un sous-comité fut nommé pour travailler durant la nuit sur des plans. Moley, représentant Roosevelt, ainsi qu'Ogden Mills, représentant Hoover, s'accordèrent pour affirmer qu'il n'y avait aucun plan, si bien que l'affirmation que j'ai produite, selon laquelle Roosevelt, lorsqu'il ferma les banques, n'avait pas la moindre idée sur la manière de les rouvrir, est bien confirmée.

Le lundi 6, divers plans avaient été mis en avant. On pouvait énoncer le problème de manière simple. De nombreuses banques étaient tout à fait saines. De nombreuses autres — la plupart des autres, en fait — étaient saines, mais avaient subi une panique telle qu'elles se retrouvaient sans liquidités pour assurer leurs opérations, et pourraient fort bien se retrouver sujettes à de nouvelles paniques. Il existait diverses banques qui étaient mal-saines, ne disposaient pas d'actifs propres à couvrir 100 % de leurs passifs, et on ne pouvait pas les ouvrir de manière sûre.

Ensuite, comme presque toutes les banques avaient subi d'importants retraits de devises, qu'allaient-elles pouvoir utiliser comme monnaie une fois rouvertes ? Le problème était d'amener les détenteurs de devises et d'or à revenir déposer leurs dollars thésaurisés. Mais dans l'intervalle, comment pourrait-on approvisionner les banques en réserves de devises fraîches ? Diverses suggestions furent avancées. Certaines poussaient à émettre des certificats, semblables à ceux que l'on avait utilisés lors des urgences bancaires précédentes. D'autres se prononçaient en faveur d'émission de monnaie en échange des actifs réels des banques. Il y avait des propositions pour convertir les banques de la Réserve fédérale en banques de dépôt, pour garantir les dépôts dans les banques et nationaliser les banques. Ogden Mills reporta avec une grande détresse à Hoover que l'administration avait de fait établi une proposition consistant à *imprimer 20 milliards de dollars en papier-monnaie et rembourser la dette nationale*. Mais Mills affirma qu'il ne se trouvait pas deux hommes au sein de la conférence pour se mettre d'accord. Moley dit que les humeurs à vif avaient produit des échanges aigris au sein-même du groupe des *New Dealers* et que Berle avait déclaré vertement qu'aucun autre homme qu'Ogden Mills, au sein de la conférence, ne prononçait de paroles sensées.

Dans le même temps, Moley et Woodin se rencontrèrent séparément, et convinrent de certaines idées fondamentales. Ils décidèrent qu'il fallait agir de manière rapide et rythmée pour que les mesures aient un effet dramatique ; que le plan, quel qu'il pût être, *devait être prudent, en insistant sur les méthodes bancaires conventionnelles et que tous les conseillers du président orientés à gauche devaient rester hors des opérations durant la crise* ; et en fin de compte que le président devait presque dans le même temps réaliser un *geste considérable en direction de l'économie*. Ils estimèrent que Hoover avait été considéré comme un président onéreux, et que le peuple devait désormais ressentir qu'il disposait d'un président qui n'était ni radical, ni extravagant.

Le lendemain, jour du 7 mars, le groupe s'accorda sur un plan. Ogden Mills déclara ne pas particulièrement l'apprécier, mais qu'il était tellement

meilleur que les choses qu'ils essayaient d'éviter qu'il allait pouvoir le suivre. De fait, pour rédiger le projet de loi, le groupe dut dépendre du secrétaire et du sous-secrétaire au Trésor de Hoover, « *dont la superbe assistance technique* », pour reprendre les termes employés par Moley, rendit la tâche possible.

Le principal point de désaccord avait résidé dans la méthode de création d'apports de devises fraîches. Dans la nuit du 6, le consensus de l'opinion avait été qu'ils devaient faire usage de certificats, qui auraient été assez utiles. Cependant, le plan qui fut finalement adopté fut celui de William Woodin — à savoir obtenir l'autorité de la part du Congrès propice à émettre des billets de la Réserve fédérale, plutôt que des certificats. Ces billets ressembleraient à de l'argent liquide. Ils constitueraient de fait de l'argent liquide. Ils permettraient de créer moins de soupçons et de résistance. La manière selon laquelle le groupe parvint à cette idée ne doit pas être méconnue.

Woodin affirma à Moley qu'il était assis dans sa chambre, jouant de la guitare pour un court moment, puis se mit quelque temps à la lecture, dormit un moment, puis joua de nouveau un peu de guitare, lut encore un peu, et dormit encore quelque temps, puis pensa à cette histoire de certificats et alors, sacrebleu ! il eut l'idée de billets émis par la Réserve fédérale et se demanda pourquoi il n'y avait pas pensé plus tôt. Moley et Woodin se hâtèrent d'aller voir Roosevelt avec le plan, lui en parlèrent durant vingt minutes ; Roosevelt se montra enthousiaste, et ainsi le plan fut-il adopté.

En réalité, ce ne fut pas aussi simple que cela. Ogden Mills, qui était l'un des deux ou trois hommes prenant part à la conférence sachant de quoi il s'agissait vraiment, affirma que durant les discussions, les gros banquiers prirent peu à peu l'ascendant, et qu'à la fin, Henry P. Davison, Roy Harrison ainsi que Leffingwell et Gilbert de la *J.P. Morgan and Company*, en étaient les principaux responsables, et qu'il s'agissait d'un plan établi par les banquiers.

Le nouveau Congrès se rassembla le jeudi à midi. Le message de Roosevelt fut lu, et le projet de loi introduit. C'était ce projet de loi qui était représenté par un journal, car le temps avait manqué pour en établir des copies. Seuls les dirigeants du Congrès y avaient eu accès, et il fut adopté en une heure. Quelques heures plus tard, le Sénat l'adopta. Sommairement, il validait les choses que Roosevelt avait réalisées selon la Loi de commerce avec l'ennemi, amendait cette loi pour accorder au président de nouveaux pouvoirs sur les opérations de change et les institutions bancaires, ainsi que sur les mouvements étrangers et intérieurs de l'or et de l'argent, prévoyait l'émission par la Réserve fédérale de billets à destination des banques, à hauteur de 100 % de leurs positions sur les actifs réescomptables, prévoyait la réouverture progressive des établissements bancaires par le Trésor, et donnait le pouvoir à la *Reconstruction Finance Corporation* de souscrire aux réserves préférentielles des associations bancaires et d'émettre des emprunts sécurisés par les réserves préférentielles.

Le lendemain, Roosevelt envoya son désormais célèbre message au Congrès, déplorant l'extravagance désastreuse de l'administration Hoover, énonçant

nombre de ces phrases au sujet de l'équilibre du budget, des désastres des dépenses menées par le gouvernement, etc. qui allaient être citées contre lui de si nombreuses fois, et appelant au pouvoir à réduire les salaires et les dépenses gouvernementales. Lorsqu'on lit de nos jours ce message, il est difficile de croire qu'il a jamais pu être prononcé par un homme qui avant la fin de son régime aurait dépensé non seulement plus d'argent que le président Hoover, mais à lui seul plus que l'ensemble des 31 autres présidents additionnés — *trois fois plus, en fait, que tous les présidents entre George Washington et Herbert Hoover*. Ce discours faisait partie du plan Moley, et Woodin avait émis le dessein de vendre le plan bancaire comme un *package* intégré au grand programme économique.

Puis, le dimanche 12 mars, Roosevelt se livra à sa première conversation au coin du feu. Il annonça qu'il allait commencer à rouvrir les banques le lendemain, et mena une simple explication des étapes qu'il avait suivies. Il s'agissait d'un chef-d'œuvre d'exposition claire, simple et efficace. Comme l'allocution d'investiture, elle produisit un effet électrique sur le peuple. L'une des caractéristiques de cette allocution reste inconnue de la plupart des gens à ce jour : il s'agit du fait qu'elle fut écrite, non par Roosevelt ou par quelque membre de son *Brain Trust*, mais par Arthur Ballantine, sous-secrétaire au Trésor sous Hoover, qui avec Ogden Mills, son supérieur, était resté au Trésor pour aider à piloter le pays pour qu'il traversât cette fameuse crise bancaire.

Pour l'audience considérable qui écouta cette discussion au coin du feu, le héros du drame — l'homme dont le génie avait amené le pays à traverser la crise bancaire jusqu'à un état de sûreté — n'était aucun des hommes qui avaient lutté contre le problème, mais l'homme dont on entendit la voix à la radio et parla d'un plan établi par quelqu'un d'autre, au travers d'un discours écrit par quelqu'un d'autre. Ainsi le Destin joue-t-il son jeu de création de héros.

L'ensemble de cet épisode révèle une facette du caractère de M. Roosevelt qui ne fut pas pleinement comprise avant des événements ultérieurs. Il s'agissait de la manière libre et détachée avec laquelle il pouvait se confronter à des problèmes dont il ne savait que fort peu de choses. Il serait très injuste de critiquer M. Roosevelt du fait qu'il savait si peu de choses au sujet des pratiques bancaires, et absolument rien au sujet de l'économie bancaire. Après tout, il se trouve de nombreux hommes très compétents dont on peut dire la même chose. Son expérience ne relevait pas de ce domaine et il s'agissait d'un sujet auquel il n'avait guère accordé d'attention. Ceci explique son absence quasi totale d'intérêt quant au problème bancaire lorsque celui-ci se développa dans l'État de New York, dont il était le gouverneur. Mais si, en toute justice, il nous faut reconnaître que son ignorance quant aux problèmes bancaires n'était pas un point à retenir contre lui, il est également clair qu'il ne peut pas être tenu pour un grand esprit maître de la finance qui prit le problème bancaire dans les convolutions de son cerveau et en fit sortir une solution en l'espace de quelques jours. Sa seule contribution aux négociations bancaires se cantonna strictement à la sphère politique — une décision meilleure pour lui politiquement consistant à laisser l'ensemble du

problème bancaire partir vers la faillite plutôt que laisser Hoover endiguer la crise avant que lui, Roosevelt, ne pût pénétrer à la Maison-Blanche. Mais ce fut chose coûteuse pour la nation.

Lorsque Roosevelt prit ses fonctions, on comptait 19 000 banques à travers le pays, dont la plupart étaient fermées, et qui furent toutes fermées lorsqu'il émit son décret. Le 16 mars, environ 9883 banques furent rouvertes totalement, et 2678 sur une base restreinte. Mais plus de 6000 banques restèrent fermées, dont nombre aurait pu être sauvé en tout ou partie si Roosevelt avait désiré ouvrir la voie au gouvernement d'agir avant que la crise ne s'alourdît au mois de février.

Ce vaste animal instable connu sous le nom de « *Peuple* » est certes imprévisible. Mais voici ce que nous en savons. Une fois que son imagination est captée par un dirigeant, celui-ci mène une vie charmée tant que le sort continue de produire son effet. En cette occurrence, Roosevelt fut acclamé comme un magicien lorsqu'il mit en œuvre un plan établi pour lui par les banquiers, et l'annonça sur les ondes dans un discours rédigé par l'un des dirigeants du Trésor de Hoover.

En obéissance au programme établi par Woodin et Moley, selon lequel la solution bancaire devait être suivie par un maintien audacieux de la politique économique, son premier message au Congrès appela au passage du projet de loi sur l'économie, diminuant les salaires des employés du gouvernement de 25 %. Du même coup, il calma les appréhensions des critiques conservateurs, qui soupçonnaient qu'il pût être aux mains de ses *brain-trusters* radicaux.

1.4 Le nouveau *New Deal*

Au commencement, bien entendu, était Roosevelt. Puis vint le *Brain Trust*. Après cela, nous disposons du Grand Homme et du *Brain Trust*. Le lecteur occasionnel peut supposer qu'il ne s'agit que d'une collection de syllabes accrocheuses. Mais il n'est pas possible d'estimer la puissance que ces quelques mots exercèrent sur l'esprit du peuple étasunien. Après tout, une foule de fous des grandes entreprises, de nombreux hommes politiques aux doigts glissants, et deux grands cénacles emplis de membres du Congrès et de Sénateurs superficiels et imbéciles avaient semé le désordre aux États-Unis. Il s'agissait du projet de loi sur les marchandises vendues au peuple étasunien. Parmi les ruines, on ne trouvait désormais pas le moindre homme politique, pas plus qu'une foule de représentants de commerce, de banquiers et de membres du Congrès, mais un Grand Homme assisté d'un *Brain Trust* visant à commencer par comprendre la situation, puis à faire surgir de l'ordre du chaos.

En réalité, il n'existe pas de grands hommes, au sens où l'on vend les Grands Hommes au peuple. Il y a des hommes plus grands que d'autres, et quelques-uns pour se montrer plus sages, plus courageux, et voir plus loin que les autres. Mais il est possible, avec le faste et les effets de scène nécessaires, de vendre à une nation un bonhomme plutôt intelligent comme authentique

GRAND Homme. De fait, cette technique se développe comme un art, pour ne pas dire comme une science. Il faut fortement travailler l'opinion par les émissions radio, les films, les journaux et les magazines pour y parvenir, mais cela se fait.

Comme Roosevelt commençait à établir ses plans pour se faire désigner par la convention démocrate de 1932, Sam Rosenman, l'un de ses acolytes les plus souples et loyaux, suggéra qu'il devrait tirer ses conseils des universités plutôt que des hommes d'affaires et des hommes politiques. Rosenman avança le nom de Raymond Moley, professeur de sciences politiques à Columbia, et Roosevelt jugea qu'il s'agissait d'une excellente idée. Moley avait déjà été à son service lorsqu'il était gouverneur, et l'avait encore récemment conseillé lors du procès du Sheriff Farley, le chef Tammany que Roosevelt avait démis de ses fonctions. C'était Moley qui avait rédigé l'opinion de Roosevelt dans cette affaire, avec sa déclaration vibrante d'un standard moral pour les autorités publiques. Cette déclaration soigneusement travaillée d'un haut code éthique, pourtant tout à fait tenable, avait séduit le public et avait réverbéré sa gloire sur la personne de Roosevelt.

Il fut demandé à Moley de constituer un groupe d'experts dans les divers champs de la politique. Il invita Rexford Tugwell, Lindsay Rogers, Joseph D. McGoldrick, James W. Angell, Adolf Berle et quelques autres. À l'exception de Berle, tous étaient membres du corps enseignant de Columbia. Après la nomination de Roosevelt, certains d'entre eux s'éclipsèrent et d'autres furent ajoutés au groupe — le général Hugh Johnson, Charles Taussig, qui en réalité s'était adjoint de lui-même au groupe, et George Peek.

Comme, au départ, le groupe était constitué d'un certain nombre de professeurs, ce fait fut fortement exploité. C'était censé constituer une innovation, une idée inventée par Roosevelt, puisant ses conseils aux sources du savoir. Bien entendu, il n'y avait rien de novateur en cela. Tout homme briguant la présidence s'entoure de personnalités supposées expertes dans leurs domaines respectifs, et souvent il peut s'agir de professeurs. Roosevelt agit exactement à l'image de tout candidat. Mais les journalistes se mirent à faire référence à cet agrégat de conseillers-chercheurs de Roosevelt sous le terme de « *Brain Trust*. » L'expression laissait clairement à penser que le groupe était constitué d'êtres dotés de Gros Cerveaux. Elle suggérait une lourde machinerie puissante et cérébrale. Voilà qu'arrivait une machine à penser à laquelle Roosevelt pouvait soumettre n'importe quel problème, que les rouages cognitifs de la machine allaient sans répit concasser en éléments fondamentaux. Voilà qu'on disposait du Grand Cerveau, entouré de toutes ces têtes pensantes, traitant avec aisance les problèmes cognitifs qui avaient déconcerté les faibles intellects des banquiers, des magnats et des hommes politiques. Voici qu'en un sens nouveau, le véritable âge de la raison était arrivé. C'était l'Âge des Professeurs.

On commença par utiliser le terme avec une pointe de sarcasme. Même Louis Howe, le secrétaire et factotum perpétuel de Roosevelt, allait parler dédaigneusement à Roosevelt lui-même de « *ce brain trust qui est le vôtre* ». Mais sans aucun doute le terme exerça-t-il une puissante influence quant

à convaincre les Étasuniens que des hommes du calibre intellectuel le plus élevé s'occupaient désormais du mystère de la ferme, de la dépression, de l'emploi, des banques, et du monde.

C'était ce groupe d'hommes, bien entendu sujet à ces inévitables pressions qui s'exercent de la part des éléments intéressés comme l'emploi, les agriculteurs, les milieux d'affaires et les régions, qui constituaient ce qui fut dénommé avec de grandes retombées le *New Deal*.

Bien sûr, le sujet central de ce dernier était la grande dépression. La propre explication de M. Roosevelt quant à celle-ci était la simplicité même. La dépression découlait des actions des Républicains et de Hoover. Plus précisément, ils avaient encouragé l'isolement économique, avaient encouragé les monopoles, avaient mis au ralenti la compétition, avaient permis la manipulation du crédit en faveur de la spéculation autour des titres et des matières premières, et en faveur du gonflement des profits, aux dépens du bien commun.

Pour répondre aux maux du pays, le *New Deal* prononça certaines promesses, qui décrivaient la manière selon laquelle Roosevelt allait sauver le pays.

Il allait soulager les nécessiteux — mais pas d'allocations. Le gouvernement allait préparer un programme de travaux publics utiles, comme le contrôle des inondations, la protection des sols et des forêts et des constructions publiques nécessaires. Mais il allait immédiatement mettre au travail un million d'hommes dans les forêts. Cela allait en soi apporter l'emploi nécessaire. Là où les travaux publics s'auto-liquidaient — c'est-à-dire là où ils se payaient eux-mêmes — ils pouvaient être financés par des émissions d'obligations. Mais là où tel n'était pas le cas, il fallait les payer avec les impôts. Au-delà de ce point, le *New Deal* allait essayer de raccourcir la semaine de travail et de réduire les heures de travail pour mieux répartir l'emploi.

Pour le fermier, le *New Deal* allait encourager les coopératives et accroître les agences gouvernementales fournissant des emprunts. Mais le plus grand ennemi du fermier était son habitude de surproduire. Ses surplus ruinaient ses prix. Le *New Deal* allait fournir des moyens de contrôler les surplus et d'assurer des prix profitables. Mais il dénonçait toute proposition d'amener le gouvernement fédéral à s'immiscer dans les marchés pour acheter et spéculer sur les produits fermiers, en une tentative futile de faire croître les prix ou de réduire les surplus agricoles.

Quant aux entreprises, le *New Deal* proposait une application stricte des lois anti-trust, une pleine transparence quant aux émissions de titres, une régulation des sociétés holdings qui vendaient des titres entre États, une régulation des taux des sociétés d'équipement qui proposaient leurs produits à proximité des frontières entre États, et une régulation des marchés d'actions et de matières premières.

Mais mieux que tout le reste — le *New Deal* promettait des économies. L'extravagance de l'administration Hoover, ses déficits annuels — tels étaient les causes profondes de nos maux. Le *New Deal* allait abolir les bureaux inutiles, réduire les salaires, couper les dépenses publiques de 25 %. Le *New*